



**1<sup>er</sup> Mai 2012 : ENSEMBLE, NE LACHONS RIEN pour le progrès social, pour la solidarité entre les peuples, pour la paix dans le monde.**

Union Locale  
**cgt**  
Arles

La CGT réaffirme  
ses dix exigences  
pour sortir de la crise

- ▶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700€)
- ▶ Contrôler les aides publiques aux entreprises
- ▶ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
- ▶ Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
- ▶ Stopper les suppressions d'emplois
- ▶ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
- ▶ Réformer la fiscalité en profondeur
- ▶ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif
- ▶ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
- ▶ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

Dans cette période de crise en France et en Europe, la CGT met tout en œuvre pour faire du 1<sup>er</sup> Mai 2012 une journée de solidarité internationale du monde du travail, une forte journée de mobilisations, de manifestations et d'expressions revendicatives.

Cette journée de lutte doit être l'occasion :

- de faire entendre, massivement, les priorités sociales et les préoccupations des salariés, des jeunes, des retraités, des privés d'emploi, en France et en Europe,
- d'exprimer la défense des droits fondamentaux et des libertés partout dans le monde,
- de faire reculer la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. La CGT renouvelle son opposition totale aux idées véhiculées par le front national et banalisées par d'autres, qui cherchent à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste.

Partout en Europe les peuples se mobilisent pour s'opposer aux politiques d'austérité que les gouvernements veulent leur imposer pour cause de crise et de dette. Dans notre pays, Le Medef veut « passer à la trappe » le contrat de travail et désécuriser un peu plus les protections des salariés. Quant au président de la république sortant, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux.

Une nouvelle répartition des richesses qui privilégie les revenus des salariés, des retraités, les minima sociaux et la protection sociale. Une économie réorientée vers l'efficacité économique et sociale. La première des insécurités est sociale. Elle est aussi la conséquence de choix politiques. C'est tout le sens des « 10 exigences pour sortir de la crise » que propose la CGT.

**Le 1<sup>er</sup> mai 2012, levons haut le drapeau des exigences sociales et d'une autre répartition des richesses pour répondre aux besoins sociaux !**

**1<sup>er</sup> MAI 2012 - MANIFESTATION**  
**ARLES - 10H30 – Place de la République**